

lundi 18 mai 2026

La lettre politique de Mediapart est publiée chaque début de semaine. Retrouvez nos partis pris, notre sélection d'articles à ne pas manquer, des décryptages inédits, un suivi des débats parlementaires, et une plongée dans la vie des idées.

N'hésitez pas à partager et faire connaître cette newsletter. Cette lettre vous a été transférée par un-e ami-e ? Vous pouvez vous inscrire directement en [cliquant ici](#).

L'édito

Gauche et mépris de classe : qui est encore surpris ?

https://info.mediapart.fr/optiext/optiextension.dll?ID=BHEhS8zR_i-TOKGXACE-HyFQrryJ-K0ZOOrrlRg48j3NC1AgR31cr4VDRTiH-v4g5EZn9leInhKm1ukTU

Par Sarah Benhaïda

Les jeunes et les banlieues ? « À éviter. » Le racisme ? Un simple problème de communication. La semaine dernière, deux hommes, blancs et proches de la cinquantaine, ont laissé éclater au grand jour leur mépris de classe. L'inquiétant dans cette histoire – qui a pour toile de fond [la déferlante raciste](#) qui s'est abattue lors des municipales –, c'est que tous deux sont candidats à la présidentielle pour la gauche.

Il y a d'abord eu Raphaël Glucksmann et [la note interne](#) de Place publique révélant l'électorat « cible » du parti – essentiellement des CSP+ – et celui à « éviter pour le moment » : « les 18-25 ans, les CSP-, [les gens gagnant] moins de 1 500 euros, seuls avec enfants », mais aussi les personnes habitant « les banlieues, les Hauts-de-France, en Paca + Corse, le Grand Est [et celles et ceux qui votent] droite (LR, RN...) ou LFI “dur” ».

Il y a aussi eu François Ruffin confondant [antiracisme et syndrome du sauveur blanc](#) avec une bande dessinée à sa gloire. Dans ce livre, le député met en scène de curieux personnages dont les propos ne sont jamais contredits : un contrôleur de train qui s'épanche sur les Soudanais qui « refusent de serrer la main aux femmes » ou les Afghans qu'il faut « laisser partir en Angleterre » ; un vendeur de gaufres qui explique qu'il ne pas être raciste parce que sa « femme est marocaine ».

Soucieux d'éviter de froisser celles et ceux qu'il appelle les « fâchés pas fachos », l'ex-insoumis mise sur un sophisme inquiétant : il défend la classe ouvrière blanche, or puisque cette classe ouvrière

vote massivement pour le programme xénophobe du Rassemblement national (RN) dans son département de la Somme, il estime nécessaire de lui donner des gages sur la « *défense des frontières* » et la dénonciation de « *l'immigration de travail* ».

Les deux candidats putatifs à la présidentielle ont mimé la surprise en découvrant qu'ils avaient choqué. Ce n'est pourtant pas la première fois que leurs prises de position exaspèrent une partie de la gauche – il suffit de se souvenir de leurs tergiversations sur le racisme systémique, les violences policières institutionnalisées ou le génocide à Gaza. Une nouvelle fois, ils se sont montrés incapables de questionner leur regard sur les classes populaires, et notamment les personnes racisées. Ni même de faire amende honorable face aux critiques de celles et ceux que la gauche est censée défendre.

Partager 

Lire à ce sujet :

[Dans sa BD, François Ruffin confond antiracisme et syndrome du sauveur](#)

Par Sarah Benhaïda, Marie Turcan

À ne pas manquer

Gauche « non mélenchoniste » : un jeu de massacre et un fiasco à l'horizon

Par Pauline Graulle



Incapables de s'organiser pour proposer une alternative à LFI à la présidentielle, les « unitaires » offrent un spectacle de division pathétique. Si une partie d'entre eux appelle à un énième « sursaut », certains envisagent désormais d'envoyer leurs électeurs directement dans les bras d'Édouard Philippe.

L'imprescriptibilité des crimes sur mineurs s'impose à l'agenda politique

Aux municipales, des candidats LFI visés par des campagnes d'ingérence venues d'Israël

Face au bulldozer Bolloré, le maigre barrage politique

Après la presse, l'édition et le cinéma... Ces dernières semaines, [le mouvement anti-Bolloré](#) a pris une ampleur inégalée à la faveur du « réveil » de nombreux et nombreuses professionnel·les de la culture. Dans la foulée [du limogeage d'Olivier Nora](#), l'emblématique patron de Grasset, auteurs et autrices [se sont d'abord mobilisé·es](#) contre l'offensive croissante du milliardaire d'extrême droite, propriétaire d'Hachette Livre, dans le secteur de l'édition.

Un mois plus tard, à la veille du Festival de Cannes, quelque 600 acteurs, actrices, réalisateurs, réalisatrices, technicien·nes, producteurs, productrices, sortaient à leur tour du silence [pour dénoncer](#) « l'emprise grandissante de l'extrême droite sur [leur] profession » [dans une tribune retentissante](#). Aussitôt, Maxime Saada, le patron de Canal+, principal bailleur de fonds des films d'initiative française et propriété de Vincent Bolloré, [a menacé ses signataires](#) de représailles.

Face à ces prises de parole, les responsables politiques et institutionnels sont resté·es jusqu'ici fort discrets, la plupart se contentant de défendre le « *pluralisme éditorial* » ([Emmanuel Macron](#), président de la République, après le limogeage d'Olivier Nora) ou de « *regretter* » les déclarations intempestives ([Gaëtan Bruel](#), président du Centre national du cinéma, CNC, après les propos de Maxime Saada). Certain·es élu·es de gauche ont également apporté leur soutien.

Mais à un an de l'élection présidentielle, la réponse politique au bulldozer Bolloré – qui a déjà fait des ravages dans les médias – reste très en deçà des enjeux posés par la guerre idéologique que l'homme d'affaires mène en faveur de l'extrême droite. Pire encore : certain·es élu·es ne font même plus semblant, à l'instar du maire ex-Les Républicains (LR) de Cannes (Alpes-Maritimes) [qui a estimé](#) que les signataires de la tribune anti-Bolloré « *auraient dû se taire* ».

L'enquête de la semaine

Argent, cadeaux et contrats : la part d'ombre de Villepin en plein jour

Par Fabrice Arfi, David Perrotin



Si l'ex-premier ministre cache de moins en moins ses ambitions pour 2027, les questions autour de ses liens d'intérêts se posent de plus en plus. Épinglé pour avoir accepté deux cadeaux d'un lobbyiste de la FrancAfrique, il a fini par reconnaître « une erreur ». Ses liens avec l'intermédiaire Alexandre Djouhri interrogent également.

[Lire la suite](#)

Paris-Alger : réchauffement diplomatique

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, l'appelle parfois par son deuxième prénom, Moussa. Gérald Darmanin est en terrain connu en Algérie, où il s'est rendu lundi 18 mai avec la fine fleur de la magistrature française.

Derrière les sujets judiciaires à l'ordre du jour de la visite, c'est un rapprochement diplomatique entre les deux capitales qui est en train de s'opérer. Après le coup de froid des deux dernières années, Emmanuel Macron tient coûte que coûte à renouer le lien franco-algérien avant la fin de son quinquennat.

Dans la ligne de mire de l'exécutif : la libération du journaliste Christophe Gleizes, les questions sécuritaires et migratoires sur lesquelles Alger est incontournable, les considérations énergétiques – l'Algérie est un fournisseur important de gaz – et un dernier paramètre, plus politique : la volonté d'exhiber une victoire face à l'offensive de l'extrême droite et de la droite traditionnelle, partisane du rapport de force avec Alger.